

Commune de Douala V : une mairie maudite ?

BY _ ON 4 OCTOBRE 2017

COUP DE GUEULE



Quand le président de la République crée en 1993 la commune de Douala V, il lui attribue un territoire vaste de 210 km² environs. L'idée étant de rapprocher les populations des cités Bonamoussadi, Kotto, Lendi, Makèpe et autres Logpom de l'administration, et surtout de leur donner la possibilité de participer au développement tel que le prévoient les missions des collectivités territoriales décentralisées. Cette commune a en effet la particularité d'être à la fois urbaine et rurale, et compte plus de 1.000. 000 d'habitants répartis sur 58 quartiers et villages. Dans le décret de création de cette commune, le chef-lieu est fixé à Kotto. Mais les structures administratives qui devraient conforter Kotto dans son statut se sont retrouvées dans la quasi-totalité à Bonamoussadi, en dehors de la sous-préfecture. Le commissariat de sécurité publique du 12eme arrondissement, la brigade gendarmerie d'Akwa Nord, l'hôpital de district, le service des impôts, l'agence de la Cnps. Au départ, les services de la mairie, à la recherche des locaux s'abriteront dans des anciennes bâtisses en face de la base de l'entreprise Dumez. Mais ces locaux furent incendiés lors des émeutes de la fin de février 2008. Les natifs de Kotto, le chef Moueng Dibounje en tête, avaient alors espéré que les nouveaux bureaux seraient localisés à Kotto pour coller au décret de création, mais rien n'y fit. Feu Françoise Foning préférera s'installer dans un immeuble en plein cœur de Bonamoussadi. En même temps elle mène une bataille féroce pour récupérer un terrain au rond-point du marché pour la construction de l'hôtel de ville. Un terrain revendiqué au même moment par le promoteur d'un institut supérieur privé. Les juges couperont finalement la poire en deux et les deux structures obtiendront de se partager le terrain, sur lequel se construit depuis 5 ans aujourd'hui l'hôtel de ville.

Même aujourd'hui, les nouvelles structures administratives supposées se trouver dans le chef-lieu de l'arrondissement continuent de s'installer ailleurs, à l'instar du Commissariat central numéro 4 qui a trouvé ses locaux à Logbessou.

Trois morts sur un mandat

A vrai dire les Kotto n'ont jamais digéré ce déni du chef-lieu de la commune, qui aurait permis à leur village de rattraper son retard de développement par rapport aux autres villages de la commune, qui avaient bénéficié de l'aménagement de la Maetur et des constructions de la Sic. Jusqu'aujourd'hui, le chef Kotto ne cesse de le rappeler officiellement quand l'occasion lui est offerte, surtout lors de l'installation des nouveaux sous-préfets ou lors de la tournée de prise de contact des préfets et gouverneurs. Sans être superstitieux, on ne peut pas constater que cette bataille ne profite pas au développement de la commune, surtout qu'à ce jour aucun maire n'a jamais fini un mandat de 5 ans dans son bureau à [la mairie](#).

Dès 1996, qui marque aussi la première élection pluraliste au niveau local, le Social Démocratique Front remporte les élections municipales dans cette commune. Le maire Sdf Jean Ledoux Kuate arbore l'écharpe du maire, mais meurt après à peine deux ans à la tête de l'exécutif communal. Il est remplacé par son 1er adjoint, Assene Ibo Georges. Ce dernier ne met pas long non plus et passe aussi l'arme à gauche après quelques mois. Un autre adjoint, Ebobisse Moussi Alexandre le remplace. Effrayé par le décès de ses prédécesseurs, et désormais convaincu que qui entre à la mairie n'a plus longtemps à vivre, il décide de gérer la mairie à partir de chez lui et refuse de mettre pied dans ses bureaux. Mais même chez lui il sera rattrapé par la mort. C'est finalement Tchamabe Prosper qui mènera à bout le mandat restant, sans être frappé par la mort. Les premiers 5 ans dans cette mairie s'achèvent ainsi avec 4 maires. De l'inédit dans les annales des communes au Cameroun. En 2002, le Rdp remporte les élections municipales, et Françoise Foning est portée à la tête de la mairie. Mais son mandat ne sera pas non plus un long fleuve tranquille.

En août 2003, elle est victime d'un grave accident de circulation près du village Nomayos, à une dizaine de kilomètres de Yaoundé. Affaiblie par plusieurs fractures, elle n'aura la vie sauve que grâce à une évacuation sanitaire décidée par le président de la République, et qui la tiendra plus d'un an et demi hors de la mairie. Elle reviendra très diminuée, et c'est sur une béquille qu'elle achève le mandat. Elle se remet en course pour l'élection de 2007 et la liste Rdp qu'elle conduit est proclamée gagnante. Mais à peine installée à la mairie, la Cour suprême annule les élections et elle est déchue de son pouvoir, et doit se tenir hors des bureaux de la mairie pendant près de deux ans avant les élections partielles. Elle ne dirigera finalement la mairie que pendant deux ans sur les 5 prévus, en plus du bonus d'un an de prorogation du mandat des maires cette année-là. En 2013, elle passe sans problème cette fois-ci, mais le 25 janvier 2015, l'accident auquel elle avait échappé 10 ans auparavant la rattrape, toujours de retour de Yaoundé mais cette fois en direction de l'Ouest. Elle ne survivra pas, abandonnant ainsi son troisième mandat. L'intérim va durer 8 mois, jusqu'en août 2015 quand [Gustave Ebanda](#) est élu maire, le 6ème de la mairie de Douala 5 en 4 mandats.

En résumé, depuis 1996, les 3 premiers maires Sdf meurent tous de maladie au cours d'un mandat qui est achevé par un 4ème, la cinquième maire qui est Rdp meurt d'accident à son troisième mandat sans avoir réussi à achever les deux précédents, et de tous les 4 mandats, aucun maire n'a jamais fait 5 ans pleins. Est-ce aussi là la raison de la décrépitude de cette commune ? La question reste posée.

Roland TSAPI, Journaliste